

# COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire  
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV<sup>e</sup> Internationale

MERCREDI 12 AVRIL 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

## EDITORIAL

### Les attaques de la droite

### ... ce n'est qu'un début

Maintenant qu'ils ont remporté les élections, Giscard, Barre, le gouvernement français et les capitalistes peuvent sans vergogne s'attaquer directement à toutes les catégories de la population. Incapables de résoudre la crise économique qui s'aggrave, ils font tout pour que les capitalistes s'en sortent le mieux possible.

Ici, aux Antilles et en Guyane, la droite parade avec morgue et sans aucune retenue.

Déjà, les mesures portant atteinte au niveau de vie, aux droits et aux libertés tombent tous les jours. Depuis le 19 mars, le bilan est édifiant.

C'est d'abord l'augmentation de 6 % des tarifs d'Air-France sur la ligne des Antilles, l'augmentation des tarifs du TAG (transport urbain), c'est la menace de licenciement de 23 travailleurs de la distillerie Delisle (Guadeloupe), la suppression du congé administratif des fonctionnaires et les mesures discriminatoires entre fonctionnaires antillais et français. Les petits maraîchers acculés par la concurrence ne peuvent trouver de débouchés pour leurs produits et déversent leurs aubergines dans les rues. La répression coloniale, elle, se poursuit de plus belle : des militants nationalistes guyanais sont emprisonnés, les gardes-mobiles réprimaient il y a pas si longtemps les dockers en grève en Martinique, les militants du PPM sont toujours en prison malgré la responsabilité des hommes de la droite dans l'affaire Jalta. Et, pour couronner le tout, la droite martiniquaise demande au gouvernement de mettre les autonomistes (à plus forte raison les partisans de l'indépendance) hors-la-loi et de les traduire devant la Cour de Sécurité de l'Etat.

Quelle sera la suite ? Quels sont les nouveaux méfaits que la droite coloniale nous réserve ? Il faut s'attendre à ce que, fort de leur succès acquis sur la base d'une ignoble campagne de mensonges et avec les millions des gros békés et capitalistes locaux, les représentants de cette droite crapuleuse ne reculent devant rien pour piétiner allègrement les droits et les libertés de la population.

Les travailleurs qui, par milliers, ont cru devoir faire confiance aux hommes de la droite doivent dès maintenant ouvrir les yeux et constater les premières (suite en page 2)

## RÉPRESSION CONTRE DES MILITANTS ANTICOLONIALISTES EN GUYANE

Quelques jours après la victoire électorale de la droite, la répression s'est abattue sur des militants anti-colonialistes guyanais.

Le jeudi 23 mars Charlotte et Ponceau ont été condamnés à 1 mois de prison ferme tandis que Donzenac et Jeau étaient condamnés à 15 jours de prison. Le prétexte de ces condamnations sévères a été "l'outrage à agent" ou "insulte à un juge d'instruction".

Il est évident qu'il s'agit en fait d'une répression contre ces militants qui continuent d'affirmer hautement leur opposition à la politique coloniale de la France en Guyane.

## Paul Dijoud : Encore un autre...

Ainsi nous n'entendrons plus les paroles mielleuses d'Olivier Stirn sur la départementalisation économique et sociale. Car ce dernier est remplacé au poste de secrétaire d'état aux DOM-TOM par Paul DIJOUD. Mais nous ne gagnons rien, car comme ceux qui l'ont précédé à ce poste, M. Dijoud saura nous bercer de promesses et de belles paroles. Ce n'est pas un nouveau parmi les ministres, il était secrétaire d'état à la jeunesse et aux sports dans le précédent gouvernement de R. BARRE.

Une inconnue cependant : nous savons que STIRN aimait les voyages et les festivals, ce n'est pas encore le cas pour DIJOUD.

Mais cela ne saurait tarder !

## ITALIE

### Le terrorisme des Brigades Rouges ne sert pas les travailleurs

Le président de la Démocratie Chrétienne, Aldo Moro, est toujours entre les mains de ses ravisseurs des Brigades Rouges.

Ces derniers jours, celles-ci se sont manifestées à plusieurs reprises et ont fait savoir qu'Aldo Moro serait jugé par un "tribunal du peuple".

Les éléments des Brigades Rouges se sont spécialisés depuis 1970, dans le terrorisme contre certains représentants de l'état italien, magistrats, policiers. Ils ont déjà abattu plusieurs de leurs otages.

Ils déclarent opérer au nom de la lutte des classes et se prétendent une "avant-garde prolétarienne armée" "pour la révolution communiste". Ils disent aussi porter "l'attaque contre l'état impérialiste des multinationales".

Malgré ce langage "révolutionnaire", l'action des Brigades Rouges n'a rien à voir avec les intérêts des travailleurs. Et bien au contraire, ces actes terroristes sont plus proches de ceux commis traditionnellement par l'extrême-droite que d'une attitude révolutionnaire.

En effet, si ces types de règlements de comptes contre des individus de l'état satisfont les Brigades Rouges, ils n'entament aucunement le pouvoir de la bourgeoisie. Car les hommes disparus sont immédiatement remplacés par d'autres hommes aussi zélés dans la défense des intérêts des gros possédants.

De plus, l'état profite de telles attaques pour resserrer ses rangs, faire un amalgame entre ces éléments et les différentes organisations d'extrême-gauche, et renforcer la répression contre les militants des organisations ouvrières et révolutionnaires. C'est ainsi que, du parti communiste italien à la démocratie chrétienne, l'unanimité a été parfaite pour réclamer un renforcement de l'état policier.

De plus, ces éléments des Brigades Rouges ne se soucient aucunement de l'état d'esprit, du niveau de conscience des travailleurs au nom desquels ils disent agir, et entendent simplement terroriser et se donner en exemple.

Eh bien, les travailleurs n'ont pas besoin de ces gens-là qui les méprisent. Car pour changer la société, ils devront compter sur leur propre force et non pas sur des noyaux qui, par leurs actes, servent plus l'état qu'ils prétendent le combattre.

J. BIERAC

Directeur de publication : XXXXXXXXXXXX  
Commission Paritaire : N° 51728  
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR  
B. P. 214 P.A.P.  
B. P. 386 F.D.F.  
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre  
6ème supplément au mensuel N°85



## EDITORIAL

(suite)

conséquences de cette politique.

Cela ne signifie pas pour autant que la gauche au pouvoir aurait fait mieux. D'ailleurs, bien qu'elle soit toujours dans l'opposition, cette gauche cautionne en fait la sale politique de la droite, en préférant se rendre à l'Elysée, plutôt que d'appeler les travailleurs à se battre.

Mais, une chose est certaine, c'est que dans cette période de crise, de hausse des prix, de bas salaires, de licenciements, toutes les catégories de la population: ouvriers, paysans, petits commerçants, fonctionnaires, personnes âgées, jeunes, ont intérêt à se battre, car tous verront leur situation se dégrader. Parmi toutes ces catégories la classe ouvrière, elle, a encore plus de raisons de se battre, car, c'est elle qui pour l'instant, est la plus touchée.

Il faut que dans les entreprises, les travailleurs se préparent à la lutte pour exiger d'importantes augmentations de salaires, refuser les licenciements, exiger la réduction du temps de travail et l'embauche de chômeurs.

Résister à toutes les atteintes du pouvoir et des capitalistes, se battre pied à pied pour que soient satisfaites les revendications, voilà comment répondre à l'arrogance des hommes du pouvoir.

## Martinique

À LA COLAS:

### AMÉNAGEMENT PATRONAL DE L'HORAIRE OUVRIER

La direction de la Colas ne sait plus quel nouveau "truc" utiliser dès qu'il s'agit de faire travailler au maximum les ouvriers, sans bourse déliée, bien entendu.

Il y a d'abord la tentative de faire récupérer les 3 jours gras, qu'elle avait accordés, en faisant travailler une heure supplémentaire non payée par jour.

Il y a ensuite la tentative d'imposer le travail en deux fois huit, c'est à dire en deux équipes travaillant l'une le matin et l'autre l'après midi.

Tout ceci a comme prétexte que le travail a du retard. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, la Colas a licencié 63 ouvriers prétextant le manque de travail. Maintenant qu'elle en a, au lieu de multiplier les aménagements de l'horaire, elle devrait plutôt réembaucher ceux qu'elle a licenciés.

Il faut signaler que tous ces mauvais coups se font avec l'accord du syndicat qui signe tous les accords qui germent dans la tête des patrons, sans prendre la peine de consulter les travailleurs qui, de plus en plus critiquent les dirigeants syndicaux.

## ETATS-UNIS

### LA GRÈVE DES MINEURS:

#### UN EXEMPLE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS

*Il y a deux semaines, aux Etats Unis, prenait fin la grève des mineurs de charbon. Long de 110 jours, ce conflit qui opposa 165.000 mineurs aux sociétés capitalistes et à l'état a été le plus actif mené par la classe ouvrière, et cela depuis plus de 20 ans.*

*Les travailleurs du pays "le plus libre du monde" ont eu à se battre non seulement pour des revendications de salaire, mais aussi pour le droit le plus élémentaire: celui de faire grève. Il faut savoir en effet que les conditions de salaire et de travail sont définies dans des contrats valables pour plusieurs années, et qui sont négociés entre les syndicats et les patrons. Les travailleurs peuvent alors les accepter ou les refuser et faire grève. Mais s'ils les acceptent, ils sont condamnés à ne pas les remettre en cause jusqu'à la prochaine négociation: toute grève pendant un contrat étant considérée comme "sauvage" et donc illégale.*

*Inutile de dire que les mineurs se sont heurtés à l'opposition acharnée des grandes sociétés minières, et de leur instrument, l'administration Carter. Il a fallu aux travailleurs lutter contre les milices patronales (il y a eu un mort et de nombreux blessés), contre les briseurs de grève, envoyer des équipes de débauchage sur tout le territoire des Etats Unis et surtout, tenir, en dépit des difficultés causées par l'absence de ressources financières, pour imposer aux patrons et à l'état une solution acceptable. Par 3 fois, ils contraignirent leur dirigeant syndical, A. Miller, prêt à signer n'importe quoi, à revenir à la table de négociation. Ils ont gagné sur le problème du droit de grève, mais, du fait de la trahison des bureaucrates syndicaux toutes leurs revendications ne furent pas satisfaites. Leur lutte n'en constitue pas moins une expérience qui peut avoir des grandes conséquences sur l'avenir des luttes de la classe ouvrière américaine.*

## FORT-DE-FRANCE

Cinéma:

### "TAXI DRIVER"

Actuellement on peut voir à Fort-de-France le film qui fut grand prix au festival de Cannes de 1977: Taxi Driver (le chauffeur de taxi).

Taxi Driver, c'est un jeune homme de 25 ans qui n'arrive pas à dormir la nuit et qui se fait embaucher comme chauffeur de taxi de nuit à New-York.

Mais c'est aussi la grande ville inhumaine, où n'existe plus aucune vie collective, où chaque être humain se trouve seul en face du monde qui l'écrase.

Et les plus faibles deviennent fous, sombrant dans la violence.

Taxi-driver, c'est donc en fin de compte une description réaliste de ce qu'est la société capitaliste parvenue à son plus haut stade, la société américaine, avec ses fautes, son individualisme dément, son absence quasi absolue de chaleur humaine.

A voir absolument.

## Guadeloupe

QUAND LE P.C.G.

FÊTE SON

XX<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE

La semaine dernière, le parti communiste guadeloupéen commémorait le 20ème anniversaire de sa création. Jusqu'en Avril 1958, en effet, le parti communiste dont le premier noyau fut constitué en 1944, n'existait qu'en tant que fédération guadeloupéenne du parti communiste français.

Certes l'histoire du PCG est à plus d'un titre intéressante. Ayant au cours de nombreuses luttes gagné la confiance de milliers de travailleurs, le PCG a conquis de haute lutte sa place dans la classe ouvrière. Son influence au sein des syndicats et en particulier au sein de la CGTG, remonte à l'action de ses premiers militants qui, après la dernière guerre, se sont liés aux travailleurs et ont construit avec eux les organisations syndicales.

Ses militants et sympathisants ont souvent été, dans le passé, les animateurs des luttes ouvrières. Subissant la répression, ces militants dont certains dirigeants actuels il est vrai, ont dû à maintes reprises, affronter les gendarmes, la prison, les procès.

Tout cela bien sûr, ne peut être passé sous silence lorsqu'on parle du PCG.

Pourtant, il faut constater que les dirigeants actuels de ce parti se sont enfoncés dans le "municipalisme" et ont délaissé le terrain des luttes.

Voilà déjà bien des années que le PCG et ses dirigeants, quoiqu'ils en disent, n'impulsent plus les luttes des travailleurs et sont particulièrement passifs dans tout ce qui concerne les problèmes des travailleurs.

Pourtant, par le nombre de ses militants, par le fait qu'en grande majorité, ce sont des travailleurs, le PCG reste le premier parti ouvrier de la Guadeloupe. Et c'est parce qu'il est si bien implanté, en particulier dans les municipalités qu'il dirige, qu'il peut tromper des milliers de travailleurs.

L'essentiel de la politique du PCG est centré sur les élections. Ses dirigeants font croire aux travailleurs que les choses peuvent changer pacifiquement, par les élections, sans toucher aux intérêts de la bourgeoisie, sans s'attaquer aux bases mêmes de la société capitaliste: la propriété privée des moyens de production. Ils ne disent pas aux travailleurs que cette propriété devra être arrachée des mains des bourgeois, par eux, les travailleurs en armes. En un mot, ils ont banni de leur langage et de leur objectif, et la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat.

Comme tous les partis de ce type, comme le parti communiste martiniquais, comme le parti communiste français dont il est issu, le PCG est loin d'être un parti révolutionnaire. Il reste un parti réformiste et n'a de communiste que le nom.

X X

X